

B. Tremblay & S. Mattia – *La Scop, l'institution, et la culture comme compromis(sion)*

La Scop, l'institution, et la culture comme compromis(sion).

Benjamin Tremblay - Université Lumière Lyon 2 / Centre Max Weber

Simona Mattia – Université Lumière Lyon 2 – M2 Recherche Sociologie Politique (2013-2014)

benjamin.tremblay@univ-lyon2.fr

simona.mattia@gmail.com

Colloque du GIS Participation et Démocratie 2015 – Atelier « *Chercheur.e.s et acteur.e.s de la participation : Liaisons dangereuses et relations fructueuses* »¹.

La question des relations entre acteurs et chercheurs invite d'ordinaire ces derniers à opérer des « retours réflexifs » sur leurs propres positionnements, et ce dans la mesure où l'enquête les soumet à des engagements et injonctions contradictoires. L'objet « participation » est à ce titre d'autant plus complexe à saisir qu'il touche aux fondements de la recherche : avant d'être cet « objet » qu'élucident les sciences politiques, la participation est la condition pratique de toute investigation. Interrogé sur la participation et souhaitant l'objectiver, le chercheur ne peut en effet qu'en valider *a priori* le principe - celui d'une ouverture, d'un contact (même minimal) avec l'autre, d'un dialogue -, car ce principe politique est son propre principe méthodologique. Pas d'enquête sans *entretiens*, sans *observations (participantes)*, sans *passation*, bref, sans une participation au monde et sans une certaine foi en les promesses de connaissance qu'elle ouvre.

Ces « problèmes » de position étant déjà largement documentés et ayant fait l'objet de critiques approfondies² dont nous ne souhaitons pas proposer une autre déclinaison, nous avons pour cette contribution fait le choix de dissocier la catégorie de « chercheurs » des êtres à qui elle est supposée s'appliquer, à savoir nous-mêmes ; de la même manière, les « acteurs » ne seront pas « ceux-du-terrain », selon cette mise à distance commode mais impropre à saisir notre question de la participation. Plutôt que d'employer ces catégories pour tenter ensuite d'en résoudre les apories, nous tenterons de restituer le parcours d'une collaboration au cours de laquelle la participation fût une expérience à *faire et du faire*, pour toutes les parties en présence. D'un côté un « Centre Municipal » pour qui le développement de la participation des publics revient à réaliser avec succès son projet de service ; de l'autre, une « Scop », coopérative d'éducation populaire dont l'objectif est de faire se correspondre participation et redistribution du pouvoir³. Après avoir présenté le contexte de leur collaboration autour du thème des « ouvriers », nous essaierons de voir ce qui, dans leurs échanges langagiers notamment, trahissait des positionnements dont l'incompatibilité a conduit à une fin prématurée du travail commun. Mues par la même recherche de participation, l'une et l'autre n'étaient en effet ni d'accord sur le *comment* faire participer, ni sur le *à quoi* faire participer. Pour ne pas s'en tenir à la thèse classique de l'incompatibilité sociologique, nous aimerions montrer, au fil des différentes parties de notre proposition, qu'en dépit de leurs clivages, les deux structures partagent néanmoins des problématiques communes, d'ordre nominaliste : les modalités concrètes de « la participation » étant inséparables des objectifs poursuivis, il nous

¹ Titre original de la communication du 29 janvier 2015 : « *La Scop, l'institution, et la culture comme compromis* »

² On pense notamment à celle de B. Latour concernant la modernité et les paradoxes qu'elle institue. Voir Latour (1991)

³ Nous avons tenté d'anonymiser au mieux les structures dont il est question, et leurs agents respectifs. Cette contribution se fonde sur une résidence commune dans le Centre Municipal, qui nous a permis de participer à l'ensemble de l'élaboration du projet « ouvriers », d'assister aux réunions communes avec la Scop, de prendre des notes systématiques, et d'avoir accès à la messagerie interne ainsi qu'aux documents de formation.

faudra nous interroger sur ce à quoi cette participation est censée conduire, à savoir l'avènement empirique de catégories telles que *le peuple*, *le public*, ou *la classe ouvrière*⁴.

I. Les enjeux situés d'une participation

La ville de Villeurbanne, où prend place l'expérience que nous allons présenter, revendique une histoire « ouvrière » au regard de laquelle a été ouvert, en 2008, un Centre culturel dont la vocation est d'élucider la question suivante : *qu'en est-il aujourd'hui ?* En vis-à-vis de la thématique migratoire et de la thématique urbaine, celle de la « culture ouvrière » demande à être traitée dans le lieu et stimulée par la coprésence, dans les mêmes murs, d'une médiathèque, d'un pôle de jeunes chercheurs, d'archives municipales, et d'une équipe spécialement mandatée pour réaliser des formes de médiations publiques, notamment par le biais d'expositions. Dans le cadre de la préparation du programme pour 2015, l'équipe du Centre avait décidé, à partir de la fin 2013 puis surtout au cours du premier semestre 2014, de se saisir de la thématique ouvrière non pas tant sous l'angle historique – qui avait donné lieu à des expositions antérieures – que sous l'angle sociologique : *qui sont les ouvriers de Villeurbanne aujourd'hui ? Qu'en est-il de l'identité ouvrière ? Peut-on encore parler d'une classe ouvrière ? Peut-on encore « reconnaître » un ouvrier dans la rue ? Comment les ouvriers d'aujourd'hui vivent-ils leur métier, leur condition ?* Autant de questions résumées en une seule dans la campagne de communication définitive : « *Et ils sont où les ouvriers ?* »

Pour mieux saisir la manière dont s'est posée, dans ce contexte, la question de la participation, commençons par présenter les différents « acteurs » en présence.

1. Le Centre Municipal

Pour le Centre, la participation est un choix de réponse discursive et opérationnelle à l'impératif politique du « développement des publics » : en tant que *service public*, sa *mission* est d'élargir, sans cesse, la gamme sociologique de ceux qui forment ce *public*. La *réussite* de cette mission serait alors attestée par l'hétérogénéité des visiteurs puisqu'à l'inverse, un public qui ne serait formé que d'une même frange de la population n'en serait pas vraiment un. On retrouve là, quoiqu'à une autre échelle, le paradoxe de la réalisation empirique du « peuple », dont l'opérativité en tant qu'entité une et indivisible dépend de la félicité d'une « *conciliation des volontés individuelles dans la volonté générale qui est à son principe* » (Kaufmann, 2003, p.125). Le gage d'un « bon » service public est, dans cette optique, de savoir ne favoriser aucun *groupe en particulier*, et d'aider de manière égale tout *citoyen*.

Or, cet idéal d'égalité dans la citoyenneté n'est, précisément qu'un idéal, du moins si l'on suit les constats dressés par les sciences humaines et sociales, et par les sociologues en particulier : il existe des « inégalités sociales ». Pour le Centre, l'inégalité prend la forme, précisément, d'un public trop spécifique : public diplômé, habitué à fréquenter les lieux culturels, (pré)disposé à venir voir des expositions, à les commenter, et à emprunter des livres en médiathèque « *pour aller plus loin* ». En soi, ne parler qu'à un certain type de population n'a rien de problématique ; néanmoins, on l'a dit, la manière dont le Centre interprète sa qualité de *service public*, le pousse à tenter de résorber l'espace entre *ceux qui y parlent* et *ceux dont il parle*. C'est ici que la participation intervient au Centre en

⁴ Cette version « révisée » de notre proposition orale a fait l'objet de discussions spécifiques avec les membres du Centre ayant participé à l'expérience relatée dans ces pages. Nous avons tenté, pour le passage à l'écrit, de prendre en charge du mieux possible leurs remarques quant à la forme de ce rendu, mais aussi quant à l'analyse sociologique elle-même. Nous tenons à remercier nos interlocuteurs(-trices) pour leurs éclairages et pour la richesse de leur regard porté sur « la science » en train de se faire.

tant qu'*outil* permettant donc non seulement de développer les publics – en termes de quantité et de diversité – mais de faire advenir *le public* pour le rendre « conforme à ses principes » (Kaufmann, 2003, p.145). La solution au problème nominaliste est trouvée dans son contraire, c'est-à-dire dans un « réalisme » qui, prenant acte de divisions sociales, promeut une logique de compensation de celles-ci, s'obligeant du même coup à reconnaître les clivages du public que l'on souhaiterait pourtant un et indivisible.

Cet enjeu de la production d'un public au singulier est formulé par le Centre, sans que la portée politique de la chose soit, elle, nécessairement mesurée : en tant qu'« *histoire à l'état objectif* » (Bourdieu, 1980, p.6), l'institution municipale agit en fonction d'impératifs pratiques, et non en vertu explicite d'objectifs philosophiques lointains. Bref, la « mission » du service doit être remplie, sans que les présupposés de cette mission soient eux-mêmes mis, systématiquement, en question. Aussi la participation doit-elle répondre à un impératif *pratique*, de *manière pratique* : il faut varier le public, et pour cela il faut des méthodes de développement. C'est pour répondre à ce besoin que les équipes de direction du Centre et celles chargées des publics ont souhaité entamer une collaboration avec les « éducateurs populaires » de la Scop.

Cette collaboration, que nous allons restituer, va au-delà de la simple « expérience » ponctuelle, et prend sens dans un contexte qu'il nous faut rappeler brièvement, tant à l'échelle de la ville qu'à celle du pays. Tout d'abord, le Centre est défini par ses agents comme par les représentants politiques locaux comme un « *lieu qui ne ressemble à aucun autre lieu* » (culturel) - exception dans l'exception caractérisant déjà une municipalité qui revendique la singularité de ses choix de politique publique vis-à-vis notamment de la métropole voisine. Cette exception se reflète dans les profils des agents des équipes de coordination : la « quête du sens » est centrale dans leur manière de décrire la fonction qu'ils occupent⁵, confirmant ainsi la dimension fortement vocationnelle du métier culturel décrite par V. Dubois⁶ (2013). L'idéal participatif va donc au-delà, dans les représentations des agents qui le défendent et le développent, d'une simple obligation de service public. Il répond à la croyance partagée d'une utilité sociale de la culture, de cette manière particulière de faire culture, comme vecteur d'épanouissement individuel et collectif, de prise de conscience, de rétablissement de liens sociaux. Et, si cette croyance partagée est en partie explicable au travers des parcours et affiliations particuliers de certains de ces agents, elle n'est pas sans connexions avec les évolutions de la manière d'envisager la politique culturelle en France. Devenue, à partir du mandat de Jack Lang, un des instruments de la « sortie de crise » (Dubois, 1999, p.381), dès les années 1990 celle-ci est tenue de répondre de sa contribution à la résolution de problèmes sociaux. Cette requalification sociale va de pair avec la fin de la rupture opérée par André Malraux entre la culture et l'éducation populaire. Le brouillage des repères entre idéaux militants des années 1970 et intervention culturelle publique s'opère d'abord dans le discours, puis dans les pratiques, par l'introduction du vocabulaire de l'*empowerment*, de l'émancipation, et de la « méthode participative »⁷. Mais ce retour n'est que partiel : les militants d'hier sont les professionnels d'aujourd'hui, la culture, l'éducation populaire et la participation étant déclinées en une série de métiers, de compétences, de méthodologies⁸.

⁵ Nous nous basons ici sur des entretiens réalisés avec les agents du Centre dans le cadre de nos autres recherches sur Villeurbanne.

⁶ Voir Dubois (2013) : *La Culture comme vocation* est un ouvrage consacré plus précisément aux différents métiers réunis sous le label générique d'administrateur culturel, agents se situant *entre* le public et les œuvres.

⁷ Ceci est particulièrement vrai dans le cadre du volet culturel de la politique de la Ville. Voir à ce sujet Chadoir et De Maillard (2004)

⁸ Sur le « tournant gestionnaire » et la professionnalisation des métiers culturels, voir Dubois, 1999.

2. La Scop

Cette dernière fait partie d'un réseau de plusieurs SCOP⁹ en France, créées après l'expérience initiatrice de Franck Lepage (fondateur de la Scop Le Pavé). Celui-ci diffuse depuis 2007 des « conférences gesticulées » construites sur le modèle des one-man-shows, et dont l'une, intitulée « *Inculture(s) : L'éducation populaire, monsieur, ils n'en ont pas voulu* », accuse l'Etat de mettre en œuvre, par le biais du ministère qui lui est dévoué, une vision de la Culture avec un grand C qui « *détruit constamment du politique* » en transmuant des injustices sociales en différences culturelles. Très connue en France par les opérateurs culturels, cette conférence a été diffusée plus de quatre cents fois depuis 2006, dont une au Centre en 2011, ce qui témoigne d'une ouverture, par ce dernier, aux critiques à son endroit.

Deux années plus tard, à l'automne 2013, le Centre est mis, on l'a dit, face à l'évidence anticipée par Lepage, fondée elle-même sur une évidence sociologique¹⁰ : le lieu culturel ne parle qu'aux « *cultureux* ». Souhaitant contrer ce verdict¹¹, le Centre engage donc une Scop comme prestataire, pour une formation intitulée « *Susciter la participation* » dans laquelle sont données des bribes théoriques qui reprennent l'argumentaire du Pavé, mais surtout des méthodes qui visent à produire une « vraie » participation¹². Mais dans l'idée de la Scop, l'enjeu va au-delà du *développement du public* : il s'agit d'arriver à une *transformation sociale*. La « culture des cultureux » étant considérée comme un frein à la prise de conscience politique, introduire ses méthodes de participation dans une institution culturelle revient, comme le veut l'adage, à défaire le système de l'intérieur. La formation dispensée par la Scop vise à convertir les agents culturels en militants de l'éducation populaire : les outils pratiques – sur lesquels nous reviendrons plus loin – n'ont de sens que comme *moyens* de réaliser, à terme, un bouleversement de l'ordre établi. Une fois conscients de faire *en fait* de la politique là où ils croyaient ne faire *que* du « culturel », les agents ne pourront manquer de remettre en cause les principes qui guidaient tacitement leur action.

On voit donc que les enjeux de la « participation » - dont la teneur reste encore floue à ce stade – sont bien différents des deux côtés. Pour le Centre, elle est d'abord une méthode qui doit permettre d'aboutir, autant que possible, à l'avènement du public et à un renouveau dans la manière de faire exposition ; pour la Scop, elle fournit l'occasion de diffuser les principes de l'éducation populaire tout en étant un levier de la « prise de conscience » politique.

⁹ L'acronyme SCOP peut renvoyer à plusieurs significations ; dans notre cas, la Scop revendique la suivante : Société Coopérative Ouvrière de Production. Les Scop créées dans le sillage du Pavé proposent des stages d'apprentissage de techniques participatives dans les associations et dans les institutions publiques (collectivités, Pôle Emploi). Tout en affirmant une visée de transformation sociale, leur champ d'action dépend essentiellement des commanditaires : dans le cas du Centre, la Scop que nous avons suivie fonctionne comme un centre de formation professionnelle, sollicitée pour ses prestations « à la carte ». Le discours des militants des années 1960 et 1970 est ainsi traduit, comme nous le verrons, dans une offre d'« outillage » adressée aux professionnels de l'action sociale et culturelle. Sur cet aspect de la professionnalisation d'anciens militants devenus « artisans de la participation », voir Carrel (2013), p.223 et suivantes.

¹⁰ En témoignent les nombreuses occurrences de Bourdieu et de Marx dans les propos de F.Lepage. Nous reviendrons plus loin sur ce recours récurrent à des références légitimantes.

¹¹ Il faudrait bien sûr aller au-delà de ce « souhait », que l'on emploie ici comme raccourci pour les besoins de l'exercice. En réalité, les « choix » opérés par le Centre seraient à resituer dans un contexte professionnel plus vaste, dans lequel la critique sociologique est largement connue.

¹² Pour déterminer ce qu'est la « vraie » participation, la Scop a produit sa propre échelle, qui va de la non-consultation (aucune participation, même « illusoire ») à un idéal participatif dans lequel chaque participant dispose d'un pouvoir égal à tous les autres, et peut faire état de ses convictions sans craindre d'être soumis à une « instrumentalisation » venant d'une hiérarchie. Il faut noter également que la formation dont nous parlons ici avait aussi vocation à remodeler la gestion des décisions en interne du Centre ; nous y reviendrons par la suite.

Il apparaît néanmoins que les deux structures sont confrontées au même problème du nominalisme politique : comment faire exister, d'une part, un *public* (de la culture), et d'autre part, un *peuple* (politique) ? Que faire de l'idée de « participation » pour aboutir à des catégories (enfin) réalisées (Bourdieu, 1993) ? Ainsi, sous l'apparence d'une relation entre des commanditaires (Centre) et des prestataires experts (Scop), les deux parties présentes se rejoignent d'abord en ce qu'elles font de la participation un concept dont la portée pragmatique reste à explorer en situation. La participation n'est pas une chose en soi, qui serait « appliquée » par des acteurs, et dont le chercheur pourrait ensuite faire une « critique » qui consiste, en fait, à en dévoiler les « biais » en rapport à sa propre « *définition vague et implicite de ce que devrait être l'égalité* » (Boltanski, 1990, p.130) : sa validité comme concept dépend de sa capacité à résoudre des problèmes situés.

II. Connus mais à découvrir : les ouvriers

Le Centre et la Scop cherchent donc, l'un son public, l'autre son peuple, et la « participation » est le médium qui doit faciliter leurs (en)quêtes. Après la formation en 2013 commandée par le Centre, celui-ci va trouver, dans la thématique « ouvriers » prévue pour 2015, un terrain propice pour éprouver les recommandations de la Scop.

En effet, les ouvriers supposent une attention particulière puisqu'ils sont, en quelque sorte, partout absents. Absents, d'abord, du *public* réel du Centre, puisqu'ils ne viennent pratiquement pas aux expositions, aux conférences, aux activités de médiations. Absents, ensuite, du *peuple* tel que l'envisage la Scop, puisqu'une de ses missions est de fournir une « conscience de classe » à des ouvriers par trop éparpillés. Double absence scientifiquement entérinée par la sociologie politique, lorsqu'elle constate par exemple la sous-représentation des ouvriers dans les instances décisionnelles publiques et privées, leur absence dans les discours des hommes et femmes politiques, etc. Le signe, cependant, est statistique : les ouvriers constituent encore une partie non-négligeable de la population active. « *Encore* », puisqu'il est établi, par l'histoire cette fois, qu'il fût un temps où les ouvriers étaient plus nombreux, mais aussi plus visibles : en habits de travail, en milliers devant les usines, et le poing levé pour réclamer le changement. Les ouvriers *étaient là*, ils ne le sont plus, ou en tous cas, plus de la même manière : c'est sur ce postulat que le Centre et la Scop entament, en 2014, une collaboration plus poussée.

1. Des ouvriers présumés invisibles

Comment comprendre que les ouvriers soient là – dans les données chiffrées – tout en étant absents *a priori* du peuple comme du public ? D'abord parce que le dévoilement de cette absence naît d'un décalage entre la scène où ils sont attendus, et celle(s) où ils sont. Lors des premières réunions au Centre consacrées à la préparation du temps fort, c'est l'invisibilité physique (« *on ne peut plus reconnaître un ouvrier dans la rue comme avant* ») doublée de l'invisibilité politique (« *la classe ouvrière a-t-elle été volontairement dissoute ?* ») qui est au cœur du débat. Des comparaisons sont faites concernant Villeurbanne : *avant*, les usines étaient au centre de la ville, il y avait des ouvriers *ici, là, il y avait des usines* ; *maintenant*, ces usines sont ailleurs dans la périphérie, voire à l'étranger ; *les populations ont changé*, et l'on n'a plus de ces *photos d'entreprise*, comme de grandes photos de *famille*. Il y a un *déclin du collectif*. Le récit historique dessine un tableau du passé qui sert de référence factuelle mais aussi de référence morale : l'idée d'un *déclin*, comme celle d'un *changement* de l'être-ouvrier, conduit en pratique à une évaluation du présent selon des cadres justifiés par l'histoire. Le contenu du passé – au cours duquel il existait une « classe ouvrière », des « mobilisations », des « luttes », etc. –

est pensé comme fournissant une « base » qualifiée d'« indispensable » ou de « nécessaire » pour « bien comprendre » de quoi on parle.

Or, ce n'est pas la même chose que de demander *ce qui est* que de demander *ce que le passé est devenu*. Dès lors que le passé est mobilisé en tant que repère objectif, il amène à des formes d'essentialisation : voici ce qu'ont été, historiquement, les ouvriers. Ils ont été *exploités, mobilisés, revendicatifs, dominés* : les qualificatifs ne manquent pas pour décrire ces ouvriers élevés, du fait même de ces qualifications performatives, au rang d'individu collectif (Descombes, 1996). C'est cette essentialisation qui autorise le constat d'invisibilité. Car les ouvriers, comme nous le verrons, se voient, se trouvent, existent bien en tant qu'individus réels ; mais ils sont invisibles en rapport à l'image qu'avait donné d'eux l'histoire. D'où cette tension entre d'un côté la volonté de saisir la *réalité présente* sans égard pour les « caricatures », et de l'autre le « rappel » systématique d'une histoire qui fournit des cadres de références impropres à saisir le présent autrement que dans une logique comparative et explicative – « *la recherche d'une vue intelligible du fonctionnement d'ensemble* » (Gauchet, 1999, p.135). Tension éprouvée par les agents du Centre qui doivent « déconstruire » un passé qui leur sert, dans le même mouvement, de base réflexive et de garantie factuelle. Comment s'émanciper des catégories léguées par l'histoire (et dont celle d'« histoire » est la première) tout en étant contraint d'admettre des « constats » concernant le passé ? Le recours à des méthodes issues de l'éducation populaire s'inscrit alors dans cette quête de solutions face à des problèmes décrits par les agents eux-mêmes comme relevant d'une « culture professionnelle » et de « réflexes professionnels » qui, étant inscrits dans les structures qui les réactualisent, viennent contrecarrer l'accomplissement des idéaux.

2. Des méthodes concrètes pour des gens concrets

Face au constat d'une absence des ouvriers qui ne coïncide pas avec l'idéal de leur catégorie – puisqu'ils *étaient, avant, bien présents et bien visibles* -, les perspectives du Centre et de la Scop se rejoignent sur l'ambition d'une mise en visibilité publique des ouvriers. Comment s'y prendre, si on ne les voit plus si facilement, s'ils ont changé ? C'est l'histoire qui, ici encore, vient résoudre le dilemme. Il y a bien un *propre* ouvrier, quelque chose comme une *condition ouvrière objective* qui traverse l'histoire et les lieux : ce propre, c'est le travail et sa concrétude¹³. Les ouvriers sont pensés, par le Centre comme par la Scop, comme étant, dans une définition minimale, *des gens qui ont un travail concret*, et pour qui ce travail est à la fois l'activité principale, la première source de revenus, et une base quasi-ontologique¹⁴. A ce titre, enquêter sur des ouvriers suppose d'avoir des méthodes *adaptées* : il faut sortir des expositions classiques qui seraient un « *média bourgeois* » pour certains agents ou qui « *ne touchent qu'une certaine classe* » pour d'autres. C'est aussi ce présupposé concernant la définition de l'ouvrier qui justifie la collaboration avec la Scop, celle-ci revendiquant son acronyme de « Société Coopérative Ouvrière de Production ». Quoiqu'il en soit, la définition *a minima* de l'ouvrier par son rapport au système productif est prise pour argent comptant, ce qui résout par avance la

¹³ On aura remarqué que la ressource « historique » n'est pas, dans le cadre de cet article, particulièrement nuancée. En effet, on s'attache ici à rendre compte de ce qui vaut pour être « l'histoire » selon les acteurs, et non pas à mobiliser l'histoire comme ressource critique orientée contre les « prénotions » de ces acteurs.

¹⁴ Il faut mesurer la portée de l'idée selon laquelle l'ouvrier est « *celui qui n'a que ses bras* », c'est-à-dire celui qui *n'a rien d'autre*. L'expression, réitérée à de nombreuses reprises par la Scop, fait de l'ouvrier l'idéal de la prophétie sociologique : à partir du moment où l'être ouvrier est réduit au faire ouvrier, le cercle de la condition objective à l'incorporation subjective est sans nuance. C'est cette figure de l'ouvrier voué « corps et âme » à son travail qui légitime, en outre, un projet de conscientisation qui ne peut plus venir que de l'extérieur (Rancière, 2007).

question de savoir *où* et *qui sont les ouvriers*, alors même que le geste du Centre consiste à s'écarter des définitions pré-établies.

Les ouvriers étant donc *ce qu'ils sont*, conformément à leur histoire supposée et à leurs caractéristiques sociologiques générales, les discussions sur la pertinence de la catégorie laissent rapidement place, lors de la préparation du projet, à des discussions sur le mode opératoire qui, comme nous l'avons vu, est un des soucis principaux du Centre. Les agents du Centre ayant été formés quelques mois plus tôt par la Scop, la transition se fait alors naturellement vers les méthodes préconisées par cette dernière. Il faut aller « *au plus près des principaux concernés* », aller « *dans la rue* », aller « *au contact des gens* », il faut qu'ils puissent « *participer* » non seulement en amont de l'exposition, mais aussi pendant son déroulement, de façon à la « *nourrir* ». On utilisera des « *porteurs de paroles* » qui, grâce à des phrases « *pièdes dans le plat* », « *choc* », brandies sur des pancartes, feront « *réagir* » les gens, ces gens qui, sinon, *ne viendraient pas au Centre d'eux-mêmes*. On ira « *sur le terrain* », dans les « *lycées professionnels* », devant les « *entreprises* », pour essayer de trouver les ouvriers *là où ils sont*. Bref, il faut une démarche *concrète* qui soit en osmose avec la *concrétude* supposée de l'objet.

La démarche du Centre est donc marquée dès ses débuts par une tension entre une volonté d'innovation – aller au-delà de l'histoire, adopter une démarche inductive, enquêter sur le monde présent – et une sorte de réflexe consistant à prendre appui sur certaines certitudes, cautionnées par la Scop comme par la science – objectivité de la condition ouvrière au regard de l'histoire, concrétude du travail, invisibilité politique, etc. Mais ce qui pourrait apparaître comme un « *paradoxe* » mis à jour par le sociologue est, en fait, déjà vécu comme tel par les différents agents, la conscience du dilemme ressurgissant dans les échanges sous forme de déclarations d'humilité : « *on ne va pas changer la vie des ouvriers* », « *on fait ce qu'on peut à notre échelle* », « *on est surtout là pour poser des questions, pas pour apporter des réponses* ». La critique sociologique est déjà intégrée par l'institution, qui lui apporte en somme une réponse pragmatique - faire ce que l'on peut avec ce que l'on a. Le recours à la Scop est déjà vécu comme une forme de dissidence en rapport aux standards des institutions culturelles : il va de soi, pour tout le monde, qu'on ne se défait pas du jour au lendemain des pesanteurs institutionnelles.

C'est, entre autres, cette conscience de ses propres limites, qui distingue le Centre de la Scop, celle-ci visant, on l'a dit, une transformation politique générale à moyen ou long terme, transformation qu'elle tente de favoriser en faisant, comme ses statuts l'indiquent, de l'*éducation populaire*. Là où la participation s'inscrit dans un processus de réforme visant à faire émerger un *public*, elle est, pour la Scop, indissociable d'un appareillage conceptuel plus vaste. Pour mieux saisir ce partage dans les enjeux et les manières du/de *faire participation*, nous allons à présent nous attacher à restituer les échanges langagiers entre les deux structures.

III. Du « *plan de bataille* » à la « *démarche cohérente* »

Pour traiter de la question ouvrière, la Scop et le Centre se sont rencontrés de deux manières : par écrits interposés (messagerie électronique avec pièces jointes) et par des réunions de travail. Pour des raisons de clarté, mais aussi du fait de la transition depuis notre proposition orale lors du colloque vers cet écrit, nous ne restituerons que les traits saillants de cette communication.

1. Les mots de la Scop et leur circulation

a. Argumenter et politiser

En tant que pourvoyeuse de services qu'elle facture à ses commanditaires, la Scop dispose d'un certain nombre d'écrits qui servent de support de communication et de démarchage, dans lesquels sont relatés ses principes, son ambition, son histoire, etc. Conçus comme autant de « *manifestes* », avec tout ce que cette appellation suggère, ces documents sont envoyés au Centre en complément de ceux déjà diffusés lors de la formation de 2013. On y trouve, pêle-mêle, et dans des proportions variables, des extraits de Mao, de Marx ou de Raymond Debord ; des *définitions* des concepts importants ; des phrases exclamatives et des caractères gras qui disent l'important : la « *conscientisation* », le « *politique* », les « *classes sociales* ». L'outil de participation préconisé par la Scop résume bien le propos général : « *l'enquête conscientisante [consiste à] partir d'une problématique individuelle, locale ou sectorielle, pour aller chercher les causes derrière les faits et dégager des perspectives globales. Le travail est tourné vers le débouché de propositions de transformations. L'idée est qu'au cours de l'élaboration, l'enquêteur vive une expérience nouvelle qui tende à changer son point de vue. L'enquête pour sa part ressent une attention et un échange plus grands que pour une enquête classique, voire une prise de conscience de sa condition, de son statut, qui peut l'amener à un désir de changement, de transformation sociale. Ce processus est appelé conscientisation* ».

Sans donc rentrer dans le détail de tous les appuis mobilisés par la Scop, qui mobilisent comme on voit un champ lexical orienté vers l'action politique, il faut d'abord remarquer le fait même de ce référencement systématique. Les auteurs et leurs textes sont mobilisés comme autant de gages de la solidité de l'argumentaire : comme pour la « *rhétorique de la science* » (Latour, Fabbri, 1977), rien n'est laissé au hasard. Le revers de ce recours à l'autorité des grands penseurs sera toutefois rendu apparent par la suite, dans l'écart, précisément, entre l'idéalisme des textes et les aléas du terrain.

b. Traduction et paratexte

Toutefois, les écrits de la Scop – aussi bien les mails écrits en main propre que les textes de références mentionnés ci-dessus – n'arrivent pas tels quels à l'ensemble des agents du Centre. Le contact direct entre les deux structures se faisant en pratique par l'intermédiaire de personnes spécifiques, celles-ci, en tant que médiatrices, redirigent les envois de la Scop en les accompagnant de paratextes. Bien qu'il ne s'agisse là que d'une part minimale (en termes quantitatifs) des échanges, il est notable que ces paratextes agissent comme autant d'explications de *ce qu'il faudra comprendre* du texte original : « *pour le rendre présent, pour assurer sa présence au monde, sa 'réception' et sa consommation* » (Genette, 1987, p.7). Ainsi, lors de l'annonce par la Scop d'une journée de rencontre à venir - « *une matinée pour faire un ensemble de propositions concrètes pour bonifier / améliorer / transformer / compléter la démarche* », puis « *la dernière partie de la journée sera consacrée à élaborer précisément le calendrier, se répartir le travail, bref à boucler le plan de bataille !* » -, celle-ci est accompagnée du texte suivant, rédigé par le Centre avant l'envoi collectif : « *ils ont ajusté leur proposition pour nous permettre de prendre un moment pour*

repartager les intentions et les enjeux de la démarche dans laquelle nous nous lançons. Et l'après-midi sera consacré à la mise en œuvre concrète et cohérente de la démarche ». Entre le « plan de bataille » et la « démarche », l'écart n'est pas simplement linguistique : les deux concepts appellent à des agir radicalement différents (Quéré, 1995).

Si l'analyse sommaire des échanges publics entre les deux structures n'autorise pas la moindre conclusion générale, il reste que l'observation des décalages langagiers permet de saisir un souci, pour le Centre, d'adoucir le propos de la Scop et de le convertir dans un langage audible et acceptable par tous. De la même manière, la première fiche du projet d'exposition mentionne une « *démarche inspirée des outils de l'éducation populaire* ». Elle indique également la nécessité d'aller « *à la rencontre des personnes concernées* », dans un processus « *d'échange* » et « *d'interrogation* » : aucune mention n'est faite de la « *conscientisation* », de la « *domination* », bref, du champ lexical qui véhiculait le projet de fond de la Scop.

2. Les réunions de travail

a. Mettre en pratique

Les méthodes proposées par la Scop, avant d'être expérimentées sur la thématique ouvrière, avaient été proposées au Centre via une formation suivie en 2013. *Susciter la participation* revenait alors non seulement à remodeler le rapport au public, mais aussi à développer, en interne, une redistribution de la prise de décision. Cette évolution se traduit en pratique par des réunions plus ouvertes, animées alternativement par différents agents du Centre, et dans lesquelles sont réinjectées les méthodes préconisées par la coopérative : travail en groupes, égalisation des temps de parole, etc.

Lors des rencontres entre les deux structures pour la préparation spécifique du temps fort 2015, la Scop est poussée dans la position du philosophe au sens où l'entend J. Rancière (Rancière, 2007) : pressée de libérer les agents du Centre et, par contrecoup, les ouvriers – « *les opprimés* » -, elle est le maître à penser qui prône, dans sa leçon même, un « *renversement de la posture* ». Dans le mouvement inverse du « paratexte » apposé par le Centre sur les écrits de la coopérative, les propositions faites par les agents du Centre autour de la thématique sont, en réunion, retraduites « en direct » dans un langage politique - lequel est, comme dans les manifestes écrits, validé par des appuis théoriques : « *c'est ce que Bourdieu aurait appelé la domination symbolique* », « *c'est ce que Marx appelait la classe pour soi* », etc. La méthodologie « participative » qui préside à la réorganisation spatiale et temporelle du débat (groupes, tables, utilisation de grandes feuilles, de feutres pour noter les idées, etc.), si elle aide à l'émanation de paroles, est nuancée par la présence symbolique du paperboard où un des membres de la Scop condense, le plus souvent dans des tableaux, les propositions faites. Celles-ci sont donc réparties sous des catégories volontairement clivantes (« *certitudes/doutes* », « *prioritaire/secondaire* »), qui indexent les contenus au système de représentation du « *détenteur du skeptron* » (Bourdieu, 1975, p.187), en l'occurrence, celui qui tient le feutre, trace les frontières du tableau et détermine les intitulés des colonnes

Ce qui est important ici pour notre propos, ce n'est pas de saisir des « failles » mais au contraire de montrer, en quelque sorte, la cohérence de la posture de la

Scop, puisque la méthodologie correspond à l'ambition poursuivie - la mission de « *conscientisation* » est assumée. Et c'est ici que va prendre source une forme d'incompatibilité avec le Centre qui, lui, entend garder la *méthode* tout en reformulant *l'idéologie*.

b. Des participations inconciliables

Pour exemplifier le décalage entre les deux perspectives tel qu'il est apparu lors des réunions préparatoires, nous allons reprendre, sous forme synthétisée et neutralisée, une des conversations entre une personne du Centre et l'intervenant principal de la Scop.

- « Centre : *Il y a une énorme envie de faire participer, mais en même temps on ne peut pas forcer les gens à être concernés, les gens ne se projettent pas dans les objets culturels.*
- Scop : *Il y a un potentiel dépolitisant du culturel. Nous, SCOP, on pose ce frein du départ face au risque du culturel, un objet qui ne fait pas vivre le politique, qui fige et donc qui défait le politique. Or les ouvriers c'est ultra-politique, c'est pas culturel.*
- Centre : *Ça me gêne de dire que la question politique c'est de sortir les gens de leur position d'opprimés. D'où on peut préjuger de cette condition d'opprimés ?*
- Scop : *L'ouvrier c'est celui qui n'a que ses bras, ce n'est pas une catégorie, une culture, mais une position dans la société. Le travail politique à faire il est là, dans ces rapports de force avec les dominants. La démarche d'éducation populaire c'est prendre conscience de ces rapports sociaux pour pouvoir agir dessus quand il y a des inégalités, quand on veut transformer. Quelqu'un qui est dominé de toutes parts ne peut pas être un citoyen comme les autres. Donc soit on a les « lunettes culturelles », comme dit Franck Lepage, soit on a les « lunettes du politique », et on voit un rapport de classe. Donc le problème est là, nous on tire vers là, et vous vous êtes à un niveau différent. Du coup le compromis culture / politique me paraît difficile.*
- Centre : *C'est juste difficilement conciliable. On va pas offrir un changement des conditions de travail.*
- Scop : *Pourquoi ?*
- Centre : *C'est pas le but premier. Ce serait idéal de changer le monde mais je voudrais pas mentir aux gens, je ne vais pas les aider à boucler leurs fins de mois. Il y a un truc compliqué entre le « pourquoi pas » et le « soyons modestes ».*
- Scop : *Ce qui changerait les comportements entre le Centre et le public qui ne vient pas, ce serait une inversion totale de la posture. Ça ne marchera pas dans les contraintes, dans les délais. »*

On trouve ici, de manière condensée, l'ensemble des lignes de partage qui séparent la « démarche » du « plan de bataille ». D'un côté, une volonté de réforme, d'interrogation, soumise à des contraintes institutionnelles, politiques, budgétaires ; de l'autre, une volonté de transformation radicale qui ne peut se contenter de faire « évoluer » timidement l'ordre des choses.

3. « A défaut d'émanciper tout de suite tous les ouvriers de Villeurbanne ... »

Au mois de juin 2014, et alors que la collaboration entre la Scop et le Centre devait se poursuivre sous forme d'autres réunions et ateliers, celle-ci est finalement interrompue. Cette rupture de contrat, initiée par la Scop, est formalisée dans une lettre qui explicite les motifs de l'incompatibilité. D'abord, la contrainte pratique à laquelle le Centre est rejetée : « *trop opérationnelle et technique* », bloquée par le « *cadre assujettissant* » de l'institution, elle empêche le travail au long cours d'éducation, à proprement parler, promu par la coopérative. Ensuite, la contrainte temporelle, qui impose au Centre de fixer sa programmation à l'avance, « *empêche le travail des désaccords et la conflictualité dans [l']équipe* », ce qui est jugé « *aliénant* ». Enfin, et dans la continuité du dévoilement aux agents de leur aliénation supposée, ceux-ci se voient reprocher leur « *résistance [...] à prendre en compte les rapports sociaux en jeu dans votre situation* ». Le désistement de la Scop est, au regard de ces tensions, justifié « *par souci de ne pas trahir/perversir une démarche d'éducation populaire* ». Quelques jours plus tard le Centre, dans sa lettre de réponse, affirmera sa volonté de continuer seul, « *humblement, à tâtons, mais avec enthousiasme* », son travail.

Il resterait à savoir ce que deviennent, dans tout ceci, lesdits ouvriers. On pourrait notamment suggérer que, pour une part, la *pédagogie* et la *conscientisation* sont deux facettes d'un même projet positiviste. Car les ouvriers sont au final présumés absents, mais aussi présumés *non-conformes* à une certaine « identité » historique qui est censée être la leur, comme nous l'avons évoqué plus haut. Leur redonner une « conscience de classe », comme le souhaite la Scop, n'est certes pas la même chose que de leur fournir une occasion de participer à une réflexion collective comme le souhaite le Centre : il reste que, dans les deux cas, tout se passe comme si une *carence* avait été identifiée chez les ouvriers – cette carence de la parole et de la visibilité que les politistes semblent attester. Comme si, du même coup, cette carence supposée devait être prise en charge par un tiers – une institution municipale, une coopération d'éducation populaire -, un tiers qui, du fait de sa capacité à l'objectivation, serait en mesure d'aider les ouvriers à se voir *tels qu'ils sont vraiment*. Bien que nous ne puissions pas approfondir ces réflexions ici même, la question se pose néanmoins de savoir dans quelle mesure une participation *des ouvriers* à leur propre mise en scène - comme objet de discussion ou comme classe à mobiliser – revient à les faire se subsumer eux-mêmes sous une catégorie arbitraire.

Conclusion : Participation(s)

Nous pouvons à présent revenir aux termes initiaux de notre questionnement : quid des « acteurs » et des « chercheurs » de la participation ? Ces catégories n'aident pas à saisir une expérience pratique telle que celle dont nous avons essayé de rendre compte. Pour le Centre comme pour la Scop, la qualité de la participation se mesure selon l'adéquation entre les résultats qu'on en escompte, et ce qu'elle produit réellement. Pour le premier, la bonne participation coïnciderait avec un *public* qui reflèterait la sociologie objective de Villeurbanne ; pour la seconde, elle reviendrait à une prise de pouvoir collective par les participants. Du coup, les modalités pratiques de la participation (dispositifs, méthodologie) sont indissociables des idéaux auxquels il est attendu qu'elle conduise – de la même manière, l'idéal attendu (le *cherché*) est impacté, au fil des expérimentations, par ce que celles-ci ont produit. Nous avons donc, dans le cadre restreint de cette contribution, tenté de suggérer une approche de la participation qui prenne en compte la manière dont celle-ci est effectivement saisie dans le monde social, en laissant de côté l'évaluation « critique » qui, trop souvent, se contente de mesurer des écarts entre un idéal conceptuel (ce que la participation *devrait* être) et des déclinaisons empiriques toujours biaisées (ce que les gens *en font*). Pour le Centre et

pour la Scop, le consensus est donc impossible sur le *comment* et le *pour-quoi* de la participation ; néanmoins, les positions des deux structures sont en cohérence avec leurs contraintes et ambitions respectives. La participation ne peut pas être la même lorsqu'il s'agit de renverser le pouvoir que lorsqu'il s'agit de répondre à un projet de service public : nous avons donc affaire à des acteur(s)/chercheur(s) *des participations*, dont le concept accordé en nombre invite à prendre un temps de retard sur toute catégorisation rapide.

Bibliographie

- Boltanski Luc (1990), « Sociologie critique et sociologie de la critique », *Politix*, vol. 3, n°10-11, 2^{ème} et 3^{ème} trimestre 1990, pp.124-134.
- Bourdieu Pierre (1980), « Le mort saisit le vif », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol.32-33, avril/juin 1980. Paternalisme et maternage. pp. 3-14.
- Bourdieu Pierre (1993), « A propos de la famille comme catégorie réalisée », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 100, décembre 1993, pp.32-36.
- Bourdieu Pierre (1975), « Le langage autorisé [Note sur les conditions sociales de l'efficacité du discours rituel] », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol.1, n°5-6, novembre 1975. La critique du discours lettré, pp.183-190.
- Carrel Marion (2013), *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, ENS Editions
- Chaudoir Philippe, De Maillard Jacques, *Culture et politique de la ville*, Editions de l'Aube, 2004.
- Descombes Vincent (1996), *Les institutions du sens*, Minuit.
- Dubois Vincent, *La politique culturelle : genèse d'une catégorie d'intervention publique*, Belin, 1999
- Dubois Vincent, *La Culture comme vocation*, Raisons d'Agir, 2013.
- Gauchet Marcel (1999), « L'élargissement de l'objet historique », *Le Débat*, n°103, 1999/1, pp.131-147.
- Genette Gérard (1987), *Seuils*, Seuil.
- Kaufmann Laurence (2003), « Le dieu social », *Raisons Pratiques*, n°14, Editions de l'EHESS, pp.123-161.
- Latour Bruno (1991), *Nous n'avons jamais été modernes. Essais d'anthropologie symétrique*, La Découverte.
- Latour Bruno, Fabbri Paolo (1977), « La rhétorique de la science [pouvoir et devoir dans un article de science exacte] », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol.13, février 1977, pp.81-95.
- Lepage Franck (2007), *L'éducation populaire, Monsieur, ils n'en ont pas voulu*, Editions du Cerisier.
- Quéré Louis (1995), « La valeur opératoire des catégories », Cahier de l'Urmis [En ligne], n°1.
- Rancière Jacques (2007), « Le philosophe et ses pauvres », Flammarion.